

Zeitschrift: Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française

Herausgeber: Le messager suisse

Band: - (1998)

Heft: 108

Artikel: "Le temps travaille contre nous"

Autor: Psachin, Olivia / Lachat, François

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-847652>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

“Le temps travaille contre nous”

Négociations bilatérales, Euro, coopération...

Le printemps s'annonce chargé pour la Commission des affaires étrangères du Conseil National. Tour d'horizon des dossiers et de l'actualité internationale avec son nouveau président, le jurassien François Lachat.

Où en sont les négociations bilatérales ? On semblait être parvenu à un accord, mais aujourd'hui tout semble à refaire...

La situation frise la douche écossaise. Après la rencontre de M. Leuenberger et du Commissaire européen Neil Kinock, on pensait avoir fait le plus dur. Le verrou des transports a en partie sauté mais d'autres problèmes ont surgi à cause de la lenteur de la négociation. Ce qui me fait dire que le temps travaille toujours plus contre nous. Le 17 mars dernier, une réunion des ministres des transports s'est tenue, un Conseil des Ministres est également prévu pour enclencher, ou non, la négociation finale.

La Commission européenne semble avoir introduit de nouvelles demandes en matière de transports, qu'en est-il selon vous ?

Sur le dossier transports, il y a toujours un blocage de l'Autriche et de l'Italie. Les dirigeants allemands, en pleine campagne électorale, sont soumis aux fortes pressions du lobby Transport. Enfin les Pays-Bas peuvent à tout moment introduire de nouvelles demandes. Du côté des marchandises agricoles, nous sommes en délicatesse avec la France qui veut obtenir une clause plus favorable que les dispositions prévues dans les accords de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). En ce qui concerne la libre circulation des personnes, les Italiens, les Espagnols et les Portugais demandent des assouplissements supplémentaires. En résumé, je ne suis pas optimiste. En contrepartie de nos efforts, nous n'aurons sans doute que quelques petits accords bilaté-

raux, et à un prix très élevé. Et la question de l'adhésion à l'Union se pose plus que jamais.

Toujours sur les questions européennes, quelles sont les réflexions de la Commission des Affaires étrangères du Conseil National sur le traité d'Amsterdam ?

Avec le traité d'Amsterdam, on constate un certain assouplissement et une avancée notable par rapport au traité de Maastricht, mais encore insuffisante. Ce n'est certes pas à nous de nous préoccuper de ce qui se passe à l'intérieur de l'Union européenne. Adhérons. Après, on aura voix au chapitre. Ceci dit, je constate une réduction du déficit démocratique. De plus la question du déficit social est désormais à l'ordre du jour. Globalement, c'est un bon point.

À propos des relations Suisse-Europe, selon une étude de la banque Paribas, le Franc suisse pourrait devenir une monnaie refuge, voire une «monnaie-parking»...

Sur ce sujet, la Commission des affaires étrangères n'a pas à prendre position. Quant à moi, je serai tenté de vous dire : monnaie-parking, assurément, monnaie refuge, danger. La Banque Nationale Suisse sera de plus en plus satellisée et devra jouer le Franc suisse sur la base de trois monnaies : l'Euro, la Livre sterling, et le Dollar. Nous autres Suisses avons tout intérêt à faire en sorte que l'Euro soit le plus fort possible. Je pense aussi que l'Euro deviendra une deuxième monnaie, qui aura cours en Suisse. Les touristes qui viennent dans notre pays auront demain des cartes de

crédit libellées en Euros. Ce sera une simplification, et nous nous habituerons très rapidement à compter dans ces deux monnaies.

L'Union Européenne est sur le point d'accueillir de nouveaux membres ? Comment percevez-vous ce futur élargissement ?

Le Parlement suisse entretient des contacts avec des parlements de pays candidats et suit ce processus de près. Personnellement, je regrette de voir que nous ne sommes pas de la partie. Un pays comme la Suisse, avec l'expérience qu'elle a conduit, ses vingt-six États fédérés, ses quatre langues nationales, ses accords en matière religieuse, aurait pu apporter quelque chose dans la construction européenne. Nous ne sommes même pas associés à la Conférence Européenne, qui compte les Quinze, les onze pays candidats à l'adhésion, plus la Turquie. C'est absolument dramatique et même, quelque part, vexatoire. Si cette mise à l'écart est voulue par l'Union Européenne, c'est une faute. Sinon, c'est une erreur.

Le processus d'« élargissement » ne concerne pas uniquement l'Union Européenne, mais aussi l'OTAN. La Commission Brunner s'est prononcée en faveur d'une participation de la Suisse au maintien de la sécurité...

Nous nous sommes très rapidement rendu compte, dans le cadre de la Commission Brunner, que même pour des pays importants au niveau régional - la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne - l'âge de l'autodéfense est dépassé. A fortiori pour un petit pays de 7 millions d'habitants comme la Suisse.

En matière de défense, quel type de coopération vous paraît souhaitable ?

Il y a plusieurs méthodes de coopération. On peut coopérer pour la défense stricte, accroître notre participation au Partenariat pour la Paix - ce qui a été engagé dans le cadre de l'OTAN -

ou procéder par accords bilatéraux, notamment pour la surveillance par satellites, ou le renseignement. Et puis il y a ces questions cruciales qui ne peuvent être résolues qu'en commun : le terrorisme, la prolifération des armes nucléaires ou chimiques.

Et si la Suisse adhérait à l'OTAN ou à d'autres organismes internationaux ?

Certains sont favorables à l'adhésion de la Suisse à l'OTAN, seule organisation capable de maintenir la paix en Europe. L'Union de l'Europe Occidentale (UEO) a démontré ses faiblesses. Le rapport de la Commission Brunner préconise de travailler toujours plus avec l'OTAN. Ceci dit, le débat sur l'adhésion à l'OTAN me semble prématuré. Deux autres questions plus urgentes vont occuper la scène politique suisse dans les mois à venir : le débat sur l'initiative des jeunes pour l'adhésion à l'Union européenne sur lequel le Conseil Fédéral doit se prononcer avant les vacances d'été, et la discussion sur l'adhésion à l'ONU.

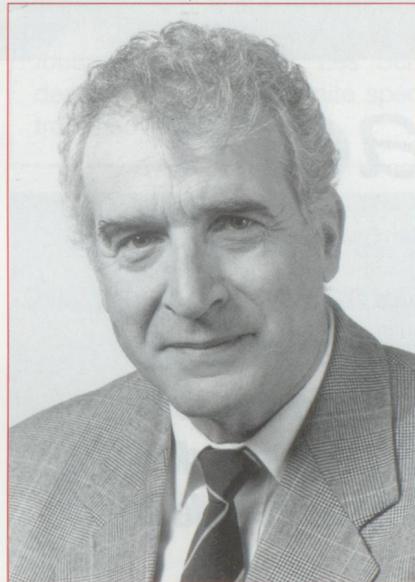
La Suisse est membre de certaines organisations internationales dans lesquelles elle joue un rôle actif. Elle siège notamment à l'OCDE, organisation pour laquelle elle est à l'origine d'une convention sur la corruption...

Cette convention est une bonne chose. Mais il faut aller plus loin. Dans un autre cadre, l'Organisation Mondiale du Commerce, un accord a été passé également contre la corruption. Ce qui se passe actuellement en Europe de l'Est s'explique aisément : les nouvelles Républiques issues de l'effondrement de l'URSS n'ont pas pu apporter une réponse publique au problème des mafias caucasiennes. Nous voyons beaucoup ces mafias en Suisse parce que notre pays est une place financière importante. Il nous faut renforcer la lutte contre le blanchiment de l'argent et la criminalité en col blanc, si nous ne voulons pas devenir la poubelle du Monde.

Quittons l'Europe stricto sensu pour le Moyen-Orient. Quelle est votre approche de la question du processus de paix en Israël ?

Le Parlement suisse suit cette ques-

tion avec intérêt, puisqu'il y a déjà conduit deux missions l'année passée. De nouvelles rencontres sont prévues cette année et la Commission du Conseil des États va se rendre bientôt au Liban. C'est la radical Christine Beerli qui conduit cette mission. L'arrêt du processus de paix est gravissime. Il faut bien constater qu'à la suite du dernier changement de gouvernement, le processus de paix s'est enlisé. Il est difficile d'attribuer aujourd'hui les responsabilités de cet échec. Cette suspension des pourparlers met d'abord en cause la Paix, les Droits de l'Homme et le respect d'un certain nombre de principes généraux communément admis comme la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous faisons notre possible, à notre niveau, pour tenter de désensabler le processus de paix.



Quittons le Machrek pour le Maghreb, comment la Commission suit-elle les événements qui secouent cette région ?

Je suis opposé à toute forme de boycott contre l'Égypte : ce serait légitimer indirectement le terrorisme. La question de l'Algérie est dramatique. Rappelons que notre ambassade était fermée jusqu'à ces dernières semaines : c'était un non-sens, alors que nous hébergeons des hommes du FIS, notamment au Valais. Mais nous n'avons pas le choix. Renvoyer ces personnes en Algérie, ce serait les conduire à l'échafaud. Nous ne pouvons pas non plus les refouler

dans d'autres pays (comme la Belgique par exemple, d'où elles viennent) puisque nous ne sommes pas signataires des accords de Schengen ou membre de l'Union Européenne. Quant aux massacres, il faut y mettre fin, d'abord en répercutant au maximum ce qui se passe dans les villages, et, en isolant les terroristes quand ils sont chez nous. Il faut enfin aider le gouvernement algérien, mais c'est extrêmement difficile parce que nous sommes en présence d'un gouvernement qui se cabre facilement sur l'indépendance et la fierté nationale.

Pour finir ce tour d'horizon, que pensez-vous des relations USA-Suisse ?

Les États-Unis d'Amérique ont une attitude pour le moins ambiguë en ce qui concerne la Suisse, son passé et le comportement de ses banques à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. C'est très étonnant de constater que les USA disent quelques fois aux Organisations juives «tapez encore plus fort», et d'autres fois les freinent. On joue au chat et à la souris. Les USA feraient bien d'analyser leurs comportements actuels et passés avant de vouloir administrer de bons ou mauvais points aux autres pays.

Quelle est selon-vous la raison profonde de cette attitude ?

Leurs intérêts financiers, bien évidemment. Que vous ayez un haut fonctionnaire sous-secrétaire d'Etat au Commerce, M. Eizenstat, qui préside une commission d'enquête et qui rédige le rapport de la Commission, c'est comme si, à la place de M. Bergier, nous avions mis le numéro deux de la diplomatie suisse. Comment voulez-vous que nous puissions prêter foi à un travail conduit de façon aussi partielle. La Suisse s'est conduite autrement : nous associons aux travaux des non-citoyens suisses pour essayer de faire une analyse la plus objective possible.

Un dernier mot de conclusion ?

Il faut toujours plus s'ouvrir pour exister. Un petit pays comme le nôtre refermé sur lui-même disparaîtrait. Un peuple sans ouverture et sans culture, c'est un peuple cliniquement mort.

Propos recueillis par Olivia Psachin